



Elsa ✓

Préfecture de Tarn et Garonne

Unité Départementale de L'Architecture et du Patrimoine

Montauban le, 6 septembre 2016

Réf. : 238

Affaire suivie par : Benoît COLOMBIÉ

Objet : Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté des Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron

**Monsieur le Président de la Communauté
de Communes du Quercy Rouergue et
des Gorges de l'Aveyron
Maison des Services Publics
BP 30
82140 SAINT ANTONIN NOBLE VAL**

Monsieur le Président,

J'ai examiné avec attention le dossier d'élaboration du PLUI de la communauté de communes du Quercy-Rouergue que vous m'avez transmis. Celui-ci développe avec cohérence les objectifs d'évolution de l'intercommunalité ainsi que la prise en compte des caractères de chaque territoire.

Cependant, après étude, nous souhaiterions voir apparaître dans ce document d'urbanisme une forte insistance concernant l'aspect inadapté et néfaste des dispositifs dit d'optimisation thermique sur des bâtiments anciens.

- a) Les matériaux d'isolation, les portes, fenêtres et volets isolants ne doivent en aucun cas porter atteinte au caractère du lieu. Inciter à privilégier les doubles portes ou fenêtres intérieures ou l'isolation par l'intérieur.

L'isolation par l'extérieur doit être interdite sur les maçonneries anciennes telles que briques pleines, béton de chaux, pierres, pans de bois, terre ou sur les édifices de qualité architecturale.

A ce propos, l'article R. 131-23-9-1 du décret n° 2016-711 du 30 mai 2016 relatif aux travaux d'isolation stipule le cadre dérogatoire des mises en œuvre de l'isolation par l'extérieur.

Il conviendra de faire figurer dans l'article 15 du PLUi l'ensemble des circonstances pour lesquelles le décret ne s'applique pas. En effet, il reconnaît le profond désaccord entre l'intervention d'isolation et le bâti ancien tant au niveau esthétique (décors) que thermique et surtout de pérennité des maçonneries anciennes.

.../...

- b) Les menuiseries visant à conforter le rendement thermique ne devront pas porter atteinte aux caractères des lieux (PVC exclu, volets roulants posés à l'intérieur).
- c) Les systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables doivent faire l'objet d'un projet élaboré qui précise bien les modalités de pose et les enjeux d'impact paysager par rapport à l'environnement immédiat.
- Il devra être stipuler que tout dispositif relatif aux énergies renouvelables ne sera accepté que s'il ne dénature pas la qualité du site, du bourg historique ou du bâtiment. Tout projet de ce type devra donc faire apparaître un effort d'intégration conséquent. De tels dispositifs, ne devront pas être visible depuis l'espace public et être placés convenablement sur une couverture secondaire (appentis, garage, pergola) et non sur le toit principal de la construction.
- d) Dans toutes zones, les articles qui traitent de l'aspect extérieur des constructions et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services et équipements publics, doivent stipuler qu'un effort d'intégration paysager est indispensable et qu'en premier lieu des matériaux locaux traditionnels seront envisagés.

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

L'Architecte des Bâtiments de France
Chef de l'Unité Départementale de
l'Architecture et du Patrimoine



Philippe GISCLARD

Copie : Direction Départementale des Territoires